



Déclaration liminaire CSAR du 30 juin 2023

Madame la présidente,

Tout d'abord, nous vous souhaitons la bienvenue suite à votre nomination.

Lors de la visioconférence, vous avez déclaré être attachée au dialogue social ; nous en prenons acte et souhaitons que cette déclaration ne soit pas juste des mots.

Pour être plus clairs : juste une simple transmission d'informations , ce n'est pas la conception que nous avons ! Également, nous sommes au regret de vous informer que nous ne disposons pas encore d'un don d'ubiquité ! Une réunion doit pouvoir disposer d'un temps nécessaire pour sa préparation et que pas conséquent : l'organisation de deux réunions sur les mêmes créneaux ne nous semble pas répondre à un dialogue social de qualité dans le respect des organisations syndicales.

En ce sens, l'Alliance demande le remboursement des frais de déplacements des suppléants dans nos instances, à l'instar de ce qui se fait pour les DDI.

Quitte à parler de remboursement, nous avons saisi également le bureau 2B voilà environ 2 mois quant aux remboursements des repas et nuits d'hôtels au vu des concours centralisés. Tout le monde n'habite pas à proximité et des AR ne sont pas possibles ou très risqués dans la journée. Sans compter que des structures ont pu prendre en charge ! Où est l'égalité ?

Vous n'êtes sûrement pas sans ignorer l'état de déliquescence de l'administration dont vous venez de prendre la tête.

Notre alliance exige des effectifs satisfaisants pour mener nos missions et qu'un réel travail sur l'attractivité de notre administration soit effectué afin de pouvoir combler les postes ouverts. Également, une véritable réflexion doit avoir lieu quant aux moyens de la DGCCRF et de ses orientations.

Retirer une partie de nos missions, pour les remplacer en surnombre par d'autres (sans compter les appels à mobilisation) n'est pas viable et est épuisant pour les agents. Ce n'est pas là notre vision du service public.

Rappelons-le : nous sommes une administration de contrôle ; persister dans l'interministérialité est une hérésie.

Un des points de l'agenda social concerne le chantier stratégique ; êtes-vous en mesure de nous communiquer votre stratégie ? Car sur le terrain, les agents auxquels on a promis la recherche de « grosses fraudes » n'ont pas vu de baisse dans le nombre des visites à effectuer (ni d'ailleurs dans

celui du nombre de TN pourtant promis lors du PNE précédent) ni dans les demandes annexes incessantes, chronophages et leur faisant perdre goût de leur travail.

Sur le transfert de la SSA, et comme nous le craignons depuis le début, nous constatons une désorganisation entre des réflexions non abouties, des reculades, des directions à géométrie variable quant à l'application des consignes... alors que la DGAL a déjà lancé les appels d'offres pour la remise directe.

Sur SESAM, nombre de collègues ont alerté : aussi bien les utilisateurs que les développeurs ; notre alliance n'est pas réfractaire à tout. Pour autant, il faut y mettre les moyens et que l'outil soit adapté pour les agents de terrain qui l'utilisent quotidiennement et non uniquement pour la gestion des indicateurs !

La valse des aménagements immobiliers continue à la DGCCRF ; on ne peut que lier ceci au texte signé par la 1^{ère} ministre en plein débat sur les retraites ; comment peut-on croire raisonnablement que les collègues peuvent travailler en sérénité ? L'alliance demande que ces sujets puissent être débattus lors de nos instances avec les documents précis sur le fond transmis suffisamment en amont pour qu'ils puissent être expertisés et ce bien avant la mise en œuvre de ces réorganisations immobilières.

Lions également ceci au déménagement de l'ENCCRF, avec une réorganisation de la formation à la hussarde.

Quant au règlement intérieur, on a bien compris que l'on devrait s'en passer pour le moment. Il est vrai que nous sommes tellement en avance par rapport à d'autres ministères ou direction... après avoir retrouvé un semblant de dialogue social puisqu'il a fallu attendre près de 6 mois votre nomination.

En outre, nous souhaitons un véritable plan de professionnalisation pour les collègues C & B.

Également, des véritables grades de débouchés doivent enfin voir le jour pour les catégories A.

En outre, à l'heure de l'inflation galopante, il est impératif que les agents puissent recevoir les primes auxquelles ils ont droit en temps raisonnable. Il n'est pas entendable que les agents doivent attendre plusieurs mois leurs indemnités télétravail (déjà payées par trimestre), mobilité durable ou le paiement des jours de congés.

L'attractivité pour le concours d'IP doit également être mise en œuvre.

Vous avez pour projet de réorganiser la formation initiale ; nos échanges lors du groupe de travail ont encore montré une « réforme » à la va-vite, sans l'ensemble des éléments, et à laquelle nous sommes habitués.

On nous objectera sans doute que nous sommes des alarmistes ; nous invitons les personnes qui nous qualifient de telles à (re)prendre connaissance de l'observatoire interne. Ceci dit, nous prenons acte de votre invitation sur ce point le 27 juillet prochain et espérons que le but de cette réunion ne se borne pas à commenter.

Le SCL ne peut également être oublié ; quelles sont vos orientations pour celui-ci ?

L'alliance n'est pas adepte des laïus mais y préfère des actes.

Nous attendons maintenant vos réponses.

Nous vous remercions.